

---

Jour de séance 5

le mardi 27 novembre 2018

13 h

Prière.

M. Austin invoque le règlement ; il soutient que les propos que M. Arseneau a tenus à la Chambre le jour de séance précédent à l'égard de l'Alliance des gens et à son égard, en particulier la citation de Joseph Goebbels, sont non parlementaires. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, mais informe M. Arseneau que les propos pourraient être considérés comme étant de mauvais goût et donne au député l'occasion de se rétracter. Le député refuse de retirer ses propos.

---

M. DeSaulniers (Fredericton-York) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à mener une étude sur l'amélioration de la sécurité à l'intersection à cinq sens située à Stanley. (Pétition 2.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par l'hon. M. Holder :

2, *Loi concernant la mise en oeuvre des recommandations du Rapport du Groupe de travail sur Travail sécuritaire NB.*

---

M. Melanson donne avis de motion 11 portant que, le jeudi 6 décembre 2018, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des coûts annualisés et des dépenses en immobilisations nécessaires à la suite de la création du Conseil exécutif le 9 novembre 2018, y compris, sans toutefois s'y limiter, l'augmentation nette des salaires, des avantages, des frais de bureau et des frais de soutien administratif des ministres, des sous-ministres, des chefs de cabinet, des adjoints régionaux, des adjoints ministériels, des secrétaires de direction et de tout autre membre du personnel nommé en vertu de la section 18 de la *Loi sur la Fonction publique*, l'acquisition de véhicules gouvernementaux pour les nouveaux ministres et sous-ministres et le coût de l'équipement ou de la modernisation des bureaux à l'intention des ministres, des sous-ministres et de leur personnel.

---

---

M. Arseneault donne avis de motion 12 portant que, le jeudi 6 décembre 2018, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des sous-ministres actuellement en poste et de leurs tâches.

---

M. Arseneault donne avis de motion 13 portant que, le jeudi 6 décembre 2018, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste de toutes les commandes d'oeuvres d'art destinées aux bureaux des ministères et des organismes de la partie I passées depuis le 9 novembre 2018, y compris les prix proposés aux ministères et organismes.

---

M. C. Chiasson donne avis de motion 14 portant que, le jeudi 6 décembre 2018, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste de tous les centres de la petite enfance désignés, le document relatif à la mise en oeuvre du nouveau programme d'apprentissage précoce qui est prévue à l'échelle régionale ainsi que la correspondance, les courriels, les notes de service ou les autres documents produits depuis le 9 novembre 2018 qui portent sur la mise en oeuvre du programme.

---

Sur autorisation de la Chambre, M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément à l'article 89 du Règlement et par dérogation à la résolution adoptée par la Chambre le 24 octobre 2018 afin de constituer les comités permanents, les comités soient ainsi composés :

le Comité permanent des corporations de la Couronne, composé de M. Northrup, de M. Fairgrieve, de M. Savoie, de M. Crossman, de M. Bourque, de M. Kenny, de M. LePage, de M. Lowe, de M. Arseneault et de M. Austin ;

le Comité permanent de la politique économique, composé de M. Fairgrieve, de M. Crossman, de M. Savoie, de M. Northrup, de M. C. Chiasson, de M. K. Chiasson, de M. Lowe, de M<sup>me</sup> Rogers, de M. Arseneault et de M. Austin ;

le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, composé de M. Fitch, de M. Savoie, de M. Northrup, de M. Crossman, de

---

M. Bourque, de M<sup>me</sup> Harris, de M. Harvey, de M<sup>me</sup> Landry, de M. Coon et de M. DeSaulniers ;

le Comité permanent de modification des lois, composé de l'hon. M<sup>me</sup> Anderson-Mason, de l'hon. M. Stewart, de M. Fitch, de M. Northrup, de M. K. Chiasson, de M. Landry, de M<sup>me</sup> Landry, de M. McKee, de M<sup>me</sup> Mitton et de M. DeSaulniers ;

le Comité d'administration de l'Assemblée législative, composé de l'hon. M. Guitard, de M. C. Chiasson, de M<sup>me</sup> LeBlanc, de l'hon. M. Steeves, de l'hon. M. Oliver, de M. Savoie, de M. Fairgrieve, de M. Arseneault, de M. D'Amours, de M. Coon, de M. Arseneau, de M. Austin et de M<sup>me</sup> Conroy ;

le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, composé de l'hon. M. Carr, de M. Crossman, de M. Northrup, de l'hon. M<sup>me</sup> S. Wilson, de M. Landry, de M. LeBlanc, de M. McKee, de M<sup>me</sup> Thériault, de M<sup>me</sup> Mitton et de M<sup>me</sup> Conroy ;

le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée, composé de l'hon. M. Thompson, de M. Fitch, de M. Savoie, de M. Fairgrieve, de M. Kenny, de M. LePage, de M<sup>me</sup> LeBlanc, de M. Melanson, de M. Coon et de M. Austin ;

le Comité permanent des comptes publics, composé de M. Northrup, de M. Fairgrieve, de M. Savoie, de M. Crossman, de M<sup>me</sup> Harris, de M. LeBlanc, de M. Melanson, de M<sup>me</sup> Rogers, de M<sup>me</sup> Mitton et de M. Austin ;

le Comité permanent de la politique sociale, composé de M. Fairgrieve, de M. Crossman, de M. Savoie, de M. Northrup, de M. C. Chiasson, de M. Harvey, de M<sup>me</sup> LeBlanc, de M<sup>me</sup> Rogers, de M<sup>me</sup> Mitton et de M<sup>me</sup> Conroy. (Motion 15.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 28 novembre 2018, la deuxième lecture du projet de loi 2 sera appelée.

---

M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne aujourd'hui le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône.

---

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement proposé de la motion d'adresse en réponse au discours du trône.

Le débat se poursuit. Après un certain laps de temps, l'hon. M<sup>me</sup> S. Wilson, appuyée par M. Savoie, propose le sous-amendement suivant :

#### SOUS-AMENDEMENT

que l'amendement de la motion d'adresse en réponse au discours du trône soit amendé par la suppression du point, après le mot « province », et l'ajout du passage suivant :

« où un appui n'a pas déjà été accordé. Nous reconnaissons que des collectivités situées dans les environs de la ville de Sussex, y compris du champ McCully, et vers le sud-est jusqu'à la formation de schiste du ruisseau Frederick, où des activités d'exploration et de production de gaz naturel se déroulent de façon sécuritaire, par voie de baux, depuis près de 20 ans, ont manifesté leur volonté de consentir à l'exercice d'activités de mise en valeur du gaz de schiste. Nous exhortons le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour respecter la volonté de ces collectivités. ».

La question proposée au sujet du sous-amendement, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

La séance est levée à 18 h 10.

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de l'Agence de gestion  
des véhicules pour 2017-2018

(23 novembre 2018).